Le Monde
Vendredi 27 avril 2012

Ce que révèle l'essor du Front national

La « dédiabolisation » du FN est-elle inéluctable ? La stratégie de « droitisation » de l'UMP est-elle une erreur ? Réflexions d'intellectuels alors que les thématiques lepénistes planent sur le second tour de la présidentielle

Marine Le Pen, fille de… l'ex-frontiste Bruno Mégret

Emmanuel Blanchard
Documentariste
Grégoire Kauffmann
Historien, enseignant à l'IEP de Paris

Casser la droite, porter les contradictions en son sein jusqu'au point de rupture, faire imploser l'UMP pour bâtir, sur les ruines du sarkozysme, un vaste rassemblement populiste orienté vers la conquête du pouvoir : telle semble bien être aujourd'hui l'ambition de Marine Le Pen. Cette stratégie a été longuement mûrie. Elle fut inventée il y a vingt ans par un homme que Marine Le Pen ne cite jamais, et auquel elle doit pourtant beaucoup, peut-être davantage encore qu'à son père : Bruno Mégret. Héritage complexe, refoulé, tant la scission de 1999 a laissé au FN des plaies vives. C'est pourtant bien en reprenant à son compte les fondamentaux mégrétistes que Marine Le Pen s'apprête à aborder les prochaines élections législatives.

Revenons une vingtaine d'années en arrière. Dans ce parti écrasé par la figure de Jean-Marie Le Pen, Bruno Mégret, le numéro 2, commence à faire entendre sa voix. Rallié au FN au milieu des années 1980, ce haut fonctionnaire ambitieux, obsédé par la défense de l'*« Europe blanche et chrétienne »*, est passé par les rangs du RPR. Et entend bien transformer le parti d'extrême droite en un parti de gouvernement. Est-il d'autres solutions, pour le FN, qu'une stratégie d'alliance avec la droite classique ?

> « Douze ans après la scission, la nouvelle présidente ravive, sans le dire, le flambeau du "félon" »

La méthode Mégret se décompose en trois points : radicaliser le débat public par un travail de sape idéologique et sémantique ; faire du FN un parti respectable en le « dédiabolisant » ; établir des passerelles en vue d'alliances futures avec la droite classique. Cette alliance, le délégué général ne la conçoit qu'à une seule condition : que le FN, au moment de négocier, soit en position de force. Pas question de servir de béquille à une majorité UDF-RPR.

Mais de ces alliances, fussent-elles en sa faveur, Jean-Marie Le Pen ne veut pas. Depuis l'affaire du « détail » (1987) *[le dirigeant frontiste avait ainsi qualifié la question des chambres à gaz]*, il s'évertue au contraire à maintenir tendu le cordon sanitaire séparant le FN du reste de l'échiquier politique. A coups de provocations qui le marginalisent. Lui, et le parti. *« Le pouvoir ? Dieu nous en préserve ! »*, laissa-t-il un jour échapper devant ses lieutenants médusés.

Au sein du parti, Mégret fait des émules. Des cadres se rallient discrètement à sa stratégie qui leur promet des carrières là où on leur demande des sacrifices. En janvier 1999, cette ligne de fracture politique est largement la cause de la scission entre lepénistes et mégrétistes qui finira, pour les seconds, avec l'échec du MNR, et pour les premiers, par le retour en force d'un chef omnipotent qui cultive avec délices son image de diable de la République.

Depuis 2002, l'ascension de Marine Le Pen au sein du FN doit autant, sinon davantage, à sa réappropriation de la stratégie mégrétiste qu'à son statut de « fille de ». Douze ans après la scission mégrétiste, qui s'est doublée pour les Le Pen d'un psychodrame familial, la nouvelle présidente ravive, sans le dire, le flambeau du *« félon »*. Rien d'étonnant à retrouver dans l'entourage de Marine Le Pen une partie de ceux qui avaient suivi Mégret dans la brève aventure du MNR : Bruno Bilde, chef de cabinet de Marine Le Pen ; Steeve Briois, secrétaire général du FN ; Nicolas Bay, membre du bureau politique ; Philippe Olivier, beau-frère et conseiller officieux de la nouvelle présidente… Récemment, Marine Le Pen s'est rapprochée de Jean-Yves Le Gallou, ancien pilier du MNR, venu du GRECE, actuel animateur du think-thank Polémia et intellectuel influent dans la nébuleuse nationaliste. Coïncidence ? Le titre du livre publié en janvier par Marine Le Pen, *Pour que vive la France* (Jacques Grancher), est également celui de l'ouvrage programmatique du MNR, publié en 2000.

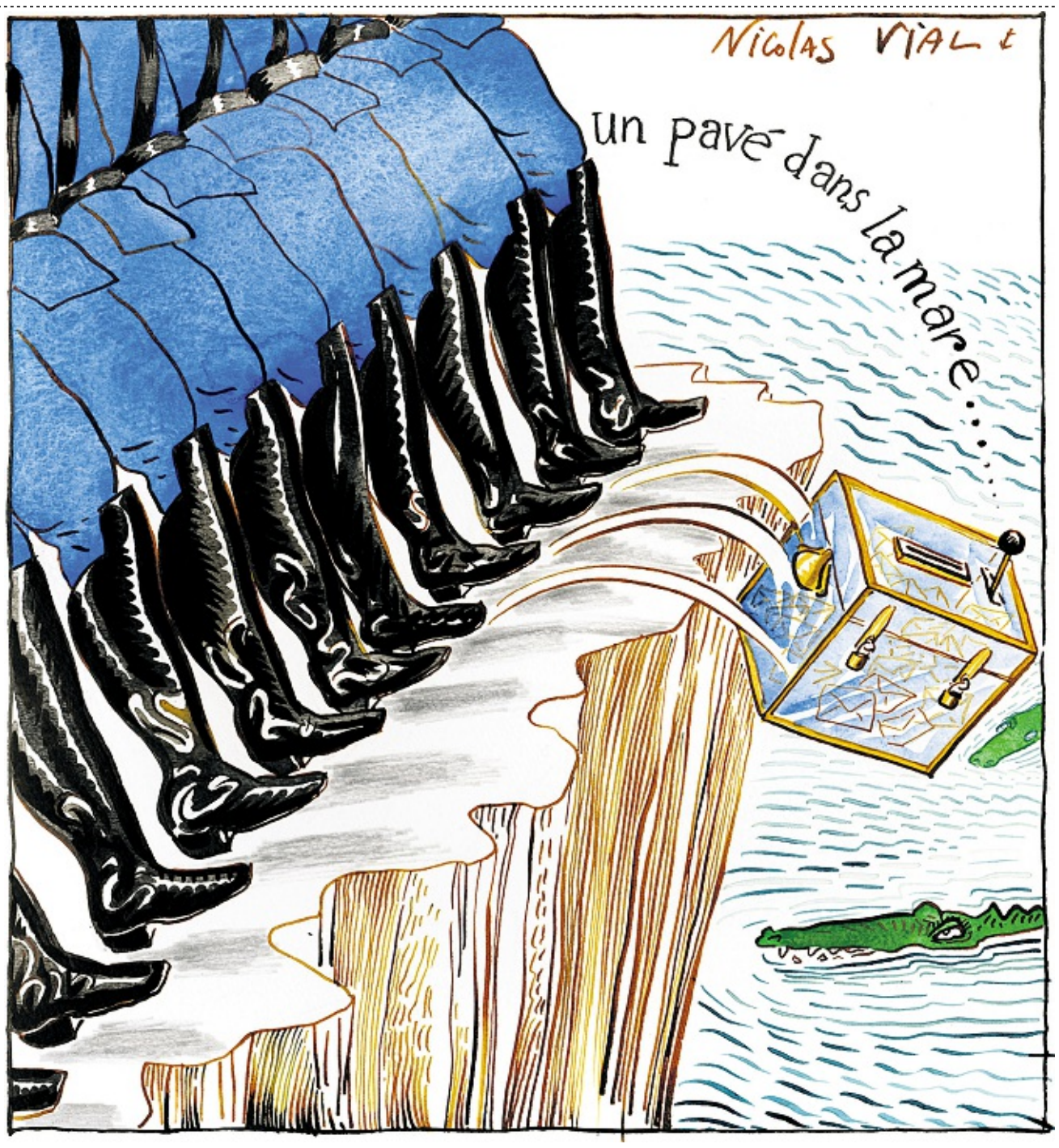
Avec 17,9 % au premier tour de l'élection présidentielle, et en bonne élève de Bruno Mégret, c'est maintenant que Marine Le Pen compte retirer l'essentiel des bénéfices de la « dédiabolisation » et de la radicalisation du débat public. Car la prétendue « normalisation » du FN s'opère autant par le discours de Marine Le Pen que par celui de l'UMP, engagée dans une surenchère sécuritaire et anti-immigrés qui recoupe les thèmes frontistes et les légitime.

C'est sur ce terrain-là que l'actuelle présidente du FN espère construire des alliances. Mais pas à n'importe quel prix. Or, seule une défaite de Sarkozy à l'élection présidentielle pourrait aboutir à la dislocation de l'UMP : sonnée par la défaite de son champion, affolée par la perspective des triangulaires aux législatives de juin, l'UMP pourrait en effet voir se détacher d'elle un bloc de députés prêts à négocier avec un FN en position de force. La débâcle du sarkozysme pourrait ainsi devenir la chance « historique » de Marine Le Pen, qui serait en mesure de jeter les bases d'une plate-forme politique réunissant cadres frontistes et transfuges de l'UMP. La méthode Mégret.

Le dernier obstacle aux ambitions de Marine Le Pen est peut-être symbolique : faut-il changer le nom du parti ? *« Quand on a une marque comme celle-là, on la garde ! »*, assène le patriarche. Si la dernière digue est à ce prix, il n'est pas sûr que sa fille soit du même avis. ■

¶

Emmanuel Blanchard et Grégoire Kauffmann sont les auteurs, avec Jean-Charles Deniau, du film « Le diable de la République, 40 ans de Front national »



Les Français sont-ils tous nationalistes ?

Fabienne Brugère
Guillaume le Blanc
Philosophes

Six millions de voix se sont portées sur la candidate du Front national, Marine Le Pen, lors du premier tour de l'élection présidentielle. Les Français sont-ils de plus en plus nationalistes, tentés par un repli sur soi qui se trouve de nombreux boucs émissaires ? La signification de cette élection est à la fois nationale et européenne, comme l'ont constaté de nombreux articles parus dans la presse étrangère, en Allemagne en particulier.

Nombre d'Allemands pensent que la France n'a pas fait les réformes nécessaires pour s'engager sur le chemin de la modernité européenne et maintient, *ad nauseam*, un discours politique utopique présent chez tous les candidats, comme l'écrit l'intellectuel Wolf Lepenies dans *Welt am Sonntag*, le 22 avril. La France se reconstitue dans cette commune illusion qu'elle peut lutter seule contre la mondialisation. Elle s'affirme dans la rébellion, de ses élites aux citoyens les plus ordinaires. « Indignez-vous » tend à devenir son slogan officiel !

La force de cette analyse est de rendre compte de l'exacerbation du sentiment national qu'exploitent tous les candidats et dont le FN a su faire son fonds de commerce en le mâtinant d'un retour idéalisé aux terroirs et d'une déploration de la crise industrielle. C'est un fait que, de 2007 à 2012, on est passé de l'affirmation de la valeur individuelle du travail à celle de la protection qui renoue avec le thème d'un Etat paternaliste posé comme rempart contre tous les désordres mondiaux.

Un nouveau rêve européen

La faiblesse de cette analyse, en revanche, est de faire comme si tous les partis politiques se valaient en la matière et, surtout, de suggérer qu'une seule idée de l'Europe peut, aujourd'hui, être défendue, celle portée en particulier par l'Allemagne… En la matière, il est étonnant que certaines analyses outre-Rhin aient déjà oublié la crise grecque et le défaut de solidarité de l'Allemagne, du moins dans un premier temps.

Il est aujourd'hui capital que se dessinent, à même l'élection française, sinon un nouveau rêve européen, du moins des manières de gouverner qui s'adressent à tous les précaires européens, jeunes, immigrés, chômeurs, femmes, seniors… De cette Europe-là nous sommes tout autant redevables.

Comme le souligne Jürgen Habermas dans un essai récent sur l'Europe, il devient urgent d'imaginer conjointement, à l'échelle européenne, des modalités de relance économique, une redistribution des revenus plus juste et une sécurité sociale européenne. Selon le philosophe, *« les révoltes de la jeunesse en Espagne et au Royaume-Uni sont un avertissement fatidique de la dégradation de la paix sociale »*.

Tant que ces formes d'intelligibilité politique ne seront pas sur la table, le FN prospérera en faisant comme si les solutions à tous les maux se trouvaient dans la boîte magique hexagonale. ■

Les Débats de la Présidentielle
vendredi 27 avril - 18h20
Nathalie Kosciusko-Morizet / Arnaud Montebourg
sur France Inter et Public Sénat avec **Matthieu Aron** de France Inter, **Luc Bronner** du journal *Le Monde*
et la participation de **Gilles Leclerc** de Public Sénat.
A retrouver sur : **franceinter.fr**, **publicsenat.fr** et **Dailymotion**
Dailymotion Le Monde PUBLIC SÉNAT France Inter

L'UMP est la première victime de la stratégie imaginée par Patrick Buisson

Jean-Philippe Moinet

Ancien président de l'Observatoire de l'extrémisme, fondateur de la « Revue civique »

C'est l'histoire d'un aveuglement. Depuis les premiers mois du mandat présidentiel de Nicolas Sarkozy, les mises en alerte n'ont pourtant pas manqué. En coulisse, dans les allées feutrées du palais de l'Elysée, comme sur la scène publique. A l'automne 2007, l'absence délibérée de clarification sur le concept d'identité nationale, devenu intitulé d'un ministère sous l'égide de Brice Hortefeux, commençait à sonner le glas d'une ligne politique qui, à force de jouer l'ambiguïté sur l'essentiel – les valeurs de la République –, a rapidement dévalué ses promoteurs, au premier chef Nicolas Sarkozy.

Depuis lors, et contre toute raison, la ligne attribuée à un conseiller de l'ombre devenu très influent, Patrick Buisson, n'a eu de cesse de s'imposer. Relevons que ce « sondologue », qui a emporté une série de décisions stratégiques, est directement venu des rangs de l'extrême droite lepéniste. Dans un épisode de vie resté très peu connu, ce conseiller a par exemple été défendu par Jean-Marie Le Pen lui-même, manu militari, avec l'aide de « gros bras » d'extrême droite, quand une contestation de « modérés » s'est levée contre lui alors qu'il dirigeait l'hebdomadaire d'extrême droite *Minute*. Cela crée des liens. Sans doute plus durables qu'on l'imagine. Quoi qu'il en soit, le même Patrick Buisson, vingt ans plus tard, a eu non seulement l'écoute régulière, quasi quotidienne dans la dernière période, du président de la République, mais l'approbation répétée de sa ligne, fondée sur l'idée que pour réduire l'extrême droite, il ne faut pas la combattre mais puiser dans son discours et son idéologie.

Ce même conseiller a même eu droit, au passage, à des remerciements sonnants et trébuchants : c'est lui qui, non seulement s'est vu octroyer la présidence de la chaîne de télévision « Histoire », mais aussi des budgets de l'Etat destinés à passer moult commandes aux instituts de sondage. Histoire – sans mauvais jeu de mots – d'avoir la haute main sur ce qui pouvait en sortir d'utile, politiquement, pour le président de la République, en tout cas selon les objectifs de l'ex-lepéniste. Un système qui a été dénoncé par la Cour des comptes et qui n'avait naturellement pas échappé à son président de l'époque, le regretté Philippe Séguin qui, lui, ne transigeait pas avec les thèses de l'extrême droite.

L'argumentaire officiel de Buisson, destiné en exclusif au chef de l'Etat, indiquait que sa méthode était bien sûr la seule à « assécher » l'électorat frontiste. Le conseilleur n'est pas le payeur : on peut voir le brillant résultat de cette ligne stratégique. Une ligne qui a veillé à briser des digues idéologiques, ce qui, naturellement, aura de redoutables et durables conséquences.

Le rapprochement entre immigration et insécurité, cocktail explosif qui est la marque de fabrique de toutes les extrêmes droites, est ainsi devenu en 2010 la parole officielle de la plus haute autorité de l'Etat : Nicolas Sarkozy s'engouffrait dans cette dangereuse brèche dans son discours de Grenoble, en juillet 2010, puis ordre était donné par le ministre de l'intérieur Brice Hortefeux de mettre spectaculairement en scène, sans le moindre scrupule, pour les journaux télévisés, le démantèlement des camps roms.

« A chasser sur les terres de l'extrême droite, le candidat a fini par ne plus voir que le socle de convictions de sa famille était en jeu »

Au-delà de la gauche, quelques voix européennes se sont élevées, celles des Eglises aussi, celles (moins audibles, car exprimées avec tant de timidité) d'ex-premiers ministres et de l'actuel chef de gouvernement. Tout cela n'empêchera pas le déroulé qui fera suite. La ficelle populiste était grosse.

Les premiers moments de campagne du candidat Sarkozy, en début d'année 2012, ont même accentué la ligne infernale. L'une des premières propositions, se voulant « *fracassante* », avançait l'idée d'un référendum sur les chômeurs et, « *pourquoi pas* », sur l'immigration. Là encore, la ficelle populiste et d'extrême droite était grosse et n'a fait que gonfler de certitude ses promoteurs les plus radicaux. Marine Le Pen et ses partisans pouvaient fanfaronner et redoubler de démagogie. Leur thèse était validée : « *Si un chef d'Etat est sur nos idées, c'est qu'elles sont tout à fait respectables !* »

Quelque temps plus tard, sur le plateau de France Télévisions, et sans que cela ne fasse curieusement ni débat ni scandale, le candidat Sarkozy avançait la proposition d'une réduction massive de l'immigration légale et de la préférence nationale appliquée à certains droits sociaux. Ceci alors que toutes les études disponibles montrent que les étrangers contribuent autant que les Français (voire davantage, par exemple pour les retraites) aux comptes sociaux. Mais la ligne Buisson était encore à l'œuvre, dans la précipitation, l'improvisation et peut-être l'affolement d'une campagne ultra-droitière, laissant l'actuel et d'anciens premiers ministres, spectateurs un peu effarés mais, de fait, réduits au silence d'une loyauté imposée.

Il était trop tard, sans doute. La brèche n'était plus entrouverte mais béante. En ce début 2012, rien ne pouvait être fait pour réhabiliter, d'une manière ou d'une autre, la notion de « *cordon sanitaire* » qui avait, jusqu'à présent, prévalu en séparant strictement la droite républicaine et l'extrême droite, qu'il s'agisse des alliances, des thèses ou des propositions. Aujourd'hui, la ligne Buisson n'a d'autre résultat – certains considèrent, y compris à droite et au centre, qu'elle a été conçue par l'intéressé pour cela – que de rapprocher, quitte à les réduire, à la fois les électorats (de l'UMP et du FN) et les projets. Une ligne qui devrait non seulement provoquer une rude défaite personnelle pour le président sortant le 6 mai, mais une explosion du parti jusqu'alors majoritaire.

Au final, les convictions républicaines d'ex-RPR et d'ex-UDF, fondateurs de l'UMP en 2002 dans le contexte de confrontation à Jean-Marie Le Pen, passent par « pertes et profits » d'une ligne Buisson qui a été suivie et assumée par le candidat Sarkozy : une ligne « *droit dans le mur* », pour reprendre l'expression d'un ancien ministre de droite qui préfère rester dans l'anonymat. Une ligne qui laissera aux historiens une belle étude de cas de l'aveuglement politique. A chasser sur les terres de l'extrême droite, le candidat a même fini par ne plus même voir que le socle de convictions de sa famille était en jeu. Cette ligne va sans doute finir non seulement par lui faire perdre les élections mais par lui faire perdre son âme. Et le temps sera long, ensuite, pour reconstruire un discours de cohérence et d'intransigeance face à la menace revigorée de l'extrême droite française, devenue le temps d'un mandat la plus importante d'Europe. ■

¶ **Patrick Buisson, spécialiste des études d'opinion, est conseiller de Nicolas Sarkozy. Ancien directeur de *Minute***

Inefficace « droitisation »
Une ligne qui sert les extrêmes

Nicolas Lebourg

Historien rattaché à l'université de Perpignan-Via Domitia

Nicolas Sarkozy estime que c'est grâce à une stratégie de droitisation qu'il a gagné l'élection de 2007. Cependant, la déception engendrée par la promesse « *Travailler plus pour gagner plus* » a entraîné un rebond du Front national. Chez les travailleurs indépendants, le vote FN a été de 22 % en 2002, 9 % en 2007, 17 % en 2012. Ce vote exprime le vœu d'un ordre social, où le travailleur déclassé ne se sentirait pas écrasé par l'obscénité des profits et les immigrés censés jouir de toutes les aides.

Pour l'électorat FN, la notion de sécurité est à la fois nationale et sociale. La « *préférence nationale* », parfois rebaptisée « *protectionnisme social* » par Marine Le Pen, demeure la clé de voûte de l'adhésion. Elle permet de réguler le marché libre par un discriminant extérieur au corps électoral. La France rêvée aujourd'hui par le FN est celle de l'ère industrielle, avec la mythification d'une solidarité des petits et d'une hiérarchie méritocratique.

Ce culte unitaire explique les échecs de la stratégie de droitisation. Partout en Europe, le néopopulisme assure qu'il y a un lien de causalité entre insécurité et origine ethno-religieuse. Dans le cadre post-11 septembre 2001, la stigmatisation de l'islam a permis d'intégrer l'« alterophobie » à la défense des valeurs libérales. Avec la droitisation (par exemple les provocations de Claude Guéant) s'est opérée à l'encontre des résidents d'origine arabo-musulmane la jonction d'une alterophobie élitaire, soucieuse de leur contrôle politique et suspicieuse de leur assimilabilité ethno-culturelle, et d'une alterophobie populaire, inquiète face à leur concurrence de travail et de culture.

Champ sociétal

Cependant, M. Sarkozy n'a pas su allier la sécurité de l'unité nationale à celle de l'ordre social. Face à la crainte suscitée par la puissance de la financiarisation de l'économie, sa stratégie a été la mise en avant de l'axe « Merkozy ». Or la France de Mme Le Pen doute que le politique puisse agir et se méfie de l'Union européenne.

La droite a, en outre, déplacé le curseur national et social sur le champ sociétal, avec les nomades et la loi sur la burqa hier, la mise en avant de la proposition socialiste sur le droit de vote des immigrés aujourd'hui.

Or le sociétal est en enjeu moins déterminant pour le vote que le social. Ainsi, Mme Le Pen réussit, pour la première fois de l'histoire de l'extrême droite, à obtenir un vote féminin à hauteur du vote masculin. Il semble que la menace d'un déremboursement des IVG a été moins structurante que le fait que les femmes représentent 85 % des temps partiels dans le tertiaire et 75 % dans l'industrie.

La péjoration frontiste de l'immigration et de l'islam recouvre en fait une dénonciation de la société postmoderne. Or, sur le thème du communautarisme, Nicolas Sarkozy évoluait d'une posture positive (préfet « musulman », réforme de la loi de 1905, refus des repentances), à son admonestation conjointe à celle du multiculturalisme, tout en étant le premier président à se rendre au dîner du Conseil représentatif des institutions juives de France ou en soutenant une nouvelle offensive de lois mémorielles… En somme, il avalisait confusément l'idée que les individus sont assignés à une identité ethno-culturelle et que l'existence de ces identités menaçait l'unité nationale.

Enfin, le discours de la Droite populaire contre l'immigration s'est avéré l'un des meilleurs viatiques du vote frontiste. Il faut se souvenir que, fondé en 1972, le FN ne fit campagne sur l'immigration qu'à partir de 1978. Ce fut son numéro 2, François Duprat, qui en eut l'idée. Il estimait que le thème du coût social de l'immigration permettrait de récupérer des voix des classes populaires et que la droite, voulant les reprendre, viendrait avaliser cette position, donc dédiaboliserait l'extrême droite, ce qui permettrait finalement une recomposition des droites. La stratégie a été concluante.

Depuis 1980, il existe au moins quatre autres cas de pays où le champ parlementaire a tenté de contenir la montée de formations populistes en concurrençant leurs positions sur l'immigration. Systématiquement, c'est l'extrême droite qui en a profité. ■

¶ **Nicolas Lebourg a coécrit, avec Joseph Beauregard, « François Duprat, l'homme qui inventa le Front national » (Denoël, 383 p., 23,50 euros)**

Quand le Front national prospère sur l'aveuglement d'une gauche bien-pensante

Jean-Pierre Le Goff

Sociologue

Depuis plus de trente ans, les résultats de l'extrême droite suscitent incompréhension et stupeur au sein d'une partie de la gauche, avec des relents de la lutte antifasciste d'antan dont des journalistes militants se veulent les nouveaux héros. Il ne suffit pas de dire et de répéter que Nicolas Sarkozy a repris les thèmes du Front national et veut récupérer ses voix, en mettant hors champ les thèmes et les électeurs en question, pour comprendre les conditions qui ont rendu possible la montée du FN.

Depuis les années 1980, les catégories ouvrières et populaires ont été les laissées-pour-compte d'une adaptation à une économie mondialisée régie par les lois du libre-échange. Les populations des anciennes régions industrielles ont vu leurs emplois disparaître au fil des ans, sans que les nouvelles activités puissent compenser les emplois perdus, les aides sociales et les formations proposées représentant un pis-aller à l'absence de travail. Des catégories entières de la population se sont retrouvées dans une situation de précarité et de déshérence. Mais la dégradation des conditions économiques et sociales n'explique pas tout : pourquoi le succès du Front national et non celui de l'extrême gauche, qui n'a cessé de critiquer le capitalisme et la « *dictature des marchés* », bien avant que Marine Le Pen se mette à dénoncer l'« *hypercapitalisme* », l'« *hyperlibéralisme* », l'« *hyperclasse mondialisée* »… ?

La fracture que le Front national exploite n'est pas seulement économique et sociale, elle est tout autant politique et culturelle. La mondialisation économique s'est accompagnée de bouleversements culturels qui ont désorienté une bonne partie de la société. A gauche, le « *mouvement social* » a succédé au « *mouvement ouvrier* » sous la forme d'un composite où les salariés des services publics, les « *exclus* », les « *mal-logés* », les « *sans-papiers* »… côtoient les étudiants, les écologistes, les femmes, les « *gays, lesbiennes et trans* », puis les « *indigènes de la République* », les « *Noirs de France* » et autres groupes réclamant de nouveaux droits. La valorisation médiatique dont ont pu bénéficier ces groupes a accentué le sentiment d'abandon et de désarroi des couches populaires.

Au sein de la société, la précarité socio-économique combinée à l'effondrement de la cellule familiale, gentiment rebaptisée « *monoparentale* » ou « *recomposée* », a produit des effets puissants de déstructuration et de désaffiliation. La gauche a du mal à affronter cette réalité parce qu'elle s'est voulue à l'avant-garde dans le domaine des mœurs et de la culture. Elle a mêlé en un seul bloc question sociale et modernisme culturel, désorientant ainsi une bonne partie des citoyens qui n'adhèrent pas à ce dernier.

Malgré leurs critiques du libre-échange mondialisé, la gauche et l'extrême gauche n'ont pas réussi à reconquérir une partie de l'électorat populaire parce que leur conversion au modernisme est largement apparue comme un rejet ou l'abandon de la nation, de son héritage culturel et politique qui demeurent des éléments essentiels de l'existence collective d'un peuple et de la démocratie.

Fuite en avant

Le fossé qui s'est creusé entre une partie des élites et le peuple n'est pas une simple affaire d'inégalités et de scandales financiers, elle renvoie en même temps à une façon de faire de la politique placée sous le signe d'un « changement » perpétuel, d'une fuite en avant. La façon dont s'est construite l'Union européenne est l'un des exemples les plus frappants, quand des politiques se montrent incapables de tenir un discours clair et cohérent sur l'articulation de la nation et de l'Union européenne. C'est toute une opposition sommaire qui s'est mise en place, enfermant le débat public dans un faux choix entre un repli nationaliste et xénophobe et une ouverture culturelle qui tend à se représenter le monde comme une vaste société que la morale, les droits de l'homme et l'écologie suffiraient à réguler. La question de l'immigration n'échappe pas à cette représentation angélique qui dénie la spécificité de notre culture et du modèle français républicain d'intégration. Que signifient, du reste, les idées de « *candidats de la diversité* » et de « *minorités visibles* » dans le cadre du modèle républicain de citoyenneté dont on ne cesse en même temps de se réclamer ?

Nombre d'élus et de militants de gauche n'ont pas partagé ces dérives, mais la peur d'être qualifiés de « *réactionnaires* » par un milieu parisien, restreint mais influent, en a fait taire beaucoup. François Hollande opérera-t-il dans ce domaine une difficile « synthèse » ou saura-t-il rompre clairement avec les impasses d'un petit milieu pour, comme il le dit, parler aux électeurs du Front national et rassembler le pays ? ■

¶ **Jean-Pierre Le Goff est auteur de « La Gauche à l'épreuve. 1968-2011 », éditions Perrin, coll. « Tempus », 2011**

Repères

Dimanche 22 avril, 6 421 808 électeurs ont voté pour Marine Le Pen. Elle réalise ainsi le meilleur score du Front national lors d'un premier tour d'élection présidentielle en ralliant 17,90 % des suffrages exprimés. Le précédent pic électoral remonte au 21 avril 2002. Son père, Jean-Marie Le Pen, avait alors obtenu 16,86 % des voix et s'était qualifié pour le second tour.

A lire sur **Lemonde.fr**

« L'échec de la gauche à construire une utopie réaliste », par Sophie Heine, politologue, University of Oxford, Université libre de Bruxelles ; « Les Raisons d'un funeste succès », par Benjamin Abtan, président du Mouvement antiraciste européen ; « Une mise en abyme des valeurs républicaines », par Maxime De Blasi, enseignant.